

Les crédits

ressources nécessaires pour assurer à la métropole du Québec la meilleure relance possible.

[Traduction]

M. Maurice Foster (Algoma): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir prendre la parole au sujet du Budget des dépenses principal du gouvernement, car je crois que l'examen du Budget des dépenses constitue une fonction importante des parlementaires; le fait de les examiner en comité comporte certains avantages, notamment celui de pouvoir procéder à une étude plus détaillée.

Je crois cependant que nous avons perdu quelque chose suite à la décision de 1969 de retirer l'examen du Budget des dépenses principal de la Chambre, et j'estime donc que nous avons aujourd'hui une bonne occasion de parler du Budget des dépenses du gouvernement.

• (1140)

Je voudrais m'attarder tout particulièrement à l'agriculture et à la situation à laquelle font face les agriculteurs canadiens à l'heure actuelle, car les années 1990 et 1991 ont sans doute été les années les plus difficiles qu'aient connues les producteurs de céréales et d'oléagineux, à cause de deux facteurs. Premièrement, le gouvernement a sabré dans ses paiements au cours de cette période, et, d'autre part, les prix mondiaux des céréales ont subi une baisse considérable, notamment de 137 \$ à 95 \$ la tonne pour les céréales et le blé.

À l'époque, le gouvernement était engagé dans des négociations devant mener à la création du Programme d'assurance du revenu brut, et du Compte de stabilisation du revenu net mais, par ailleurs, les agriculteurs éprouvaient beaucoup de difficultés à obtenir de l'aide financière, alors même que les prix mondiaux étaient en chute libre. En fait, ils ont atteint l'an dernier leur niveau le plus bas depuis la dépression. Déduction faite des frais de manutention et autres, les prix n'atteignaient que 2 \$ le boisseau.

Au cours de cette période, le gouvernement a résolulement réduit de façon radicale les programmes d'aide. Je crois que les manifestations auxquelles nous avons assisté l'automne dernier un peu partout au Canada ne s'étaient pas produites depuis longtemps. J'ai eu la possibilité de participer à une manifestation à Wayburn en Saskatchewan, qui devait réunir à peu près 3 000 personnes. J'ai eu l'occasion de participer à un rassemblement à Regina où quelque 7 500 fermiers suppliaient le gouvernement de leur venir en aide.

Au bout du compte, le gouvernement a effectivement apporté une aide, soit environ les deux tiers des fonds qu'il avait retirés aux fermiers en 1990, mais ce n'est qu'après les manifestations assez disgracieuses de l'automne dernier et après plusieurs mois de démarches auprès du gouvernement pour obtenir de l'aide financiè-

re. À la toute fin, le gouvernement a versé environ les deux tiers de ce qu'il leur avait retranché durant la campagne agricole de 1990-1991.

Le gouvernement réussit merveilleusement bien à orchestrer les opérations pour se donner l'allure d'un grand sauveteur de l'agriculture canadienne car, lorsque le Budget des dépenses a été produit au printemps de cette année, il a annoncé une augmentation des prévisions de dépenses de 800 ou 900 millions de dollars. En fait, ces prévisions correspondaient aux montants que le gouvernement n'avait pas versés aux agriculteurs au cours des deux années précédentes.

Au Comité de l'agriculture, lorsque nous avons tenté de savoir en détail ce que le gouvernement consacrait véritablement aux agriculteurs, alors que le budget des dépenses était analysé en présence du ministre et de toute une panoplie de 15 ou 20 experts et spécialistes, personne n'a pu nous expliquer vraiment où étaient les fonds supplémentaires.

Nous avons examiné la partie III du Budget des dépenses et nous avons constaté que le financement additionnel pour l'exercice 1992-1993 avait à peine grimpé de 500 à 600 millions de dollars, si l'on ajoute le déficit de la Commission canadienne du blé pour 1990-1991, même si les communiqués de presse et les autres documents de ce genre faisaient état d'une augmentation considérable pour cette année.

Le gouvernement est passé maître dans l'art de jeter de la poudre aux yeux et il maîtrise aussi à merveille l'art d'orchestrer la distribution des fonds de sorte qu'ils soient attribués exactement durant l'année qui précède les élections ou durant l'année des élections.

Il est très intéressant d'examiner les conditions et dépenses du gouvernement dans le secteur agricole. Depuis 1986, les agriculteurs connaissent la pire crise financière depuis les années 30 et si l'on analyse l'aide financière fournie par le gouvernement, on constate qu'en 1987-1988, les sommes versées en vertu des programmes d'aide gouvernementale ont grimpé de manière vertigineuse. Et comme par hasard, on déclenchait des élections générales en 1988.

En fait, cet appui financier du gouvernement fédéral se résumait à 2,6 milliards de dollars parsemés dans l'ouest du Canada car c'est plutôt le secteur des céréales et des oléagineux qui cause des difficultés et, bien qu'il s'en trouve aussi dans les autres provinces, ces cultures se concentrent surtout dans l'Ouest.

Arrive ensuite l'année 1990; il est impossible que des élections aient lieu. L'aide financière baisse de 50 p. 100, elle passe de 2,6 milliards à 1,2 milliard de dollars. En 1991, il se produit exactement la même chose. C'est au cours de ces années-là que le prix mondial de la tonne de céréales est tombé de 135 \$ à 95 \$ et que le gouvernement a porté à leur comble les réponses évasives qu'il faisait